Journal réalisé en partenariat avec Syfia international

MONGONGO

Journal de proximité

Bimensuel | 31 janvier 2013 | N° 70 | 1 000 FC

Refonder l'Etat, priorité du gouverneur Bamanisa

Attendu depuis son élection en octobre dernier, le nouveau gouverneur a pris ses fonctions le 28 janvier. Ses priorités : le rétablissement de l'autorité de l'Etat, la transparence dans les finances publiques et l'agriculture. Les attentes des habitants qui l'ont accueilli triomphalement sont énormes.

De gauche à droite le gouverneur enntrant et le gouverneur sortant © Mongongo

Le gouverneur Jean Bamanisa Saidi a pris ses fonctions lundi 28 janvier, après une cérémonie de remise et reprise avec le gouverneur intérimaire Ismaël Arama. Le jour suivant deux arrêtés ont été signés par son vice gouverneur Pascal Mombi : l'un mettant fin aux prestations des membres du cabinet et l'autre instruisant les ministres sortants à déposer auprès des chefs de division respectifs. Une petite équipe des membres du cabinet est maintenu pour assurer le service minimum en attendant les nouvelles nominations.

Lui et ses ministres vont déclarer leurs avoirs avant d'entrer en fonction pour raison de transparence a-t-il promis. *"Cela limitera l'enrichissement illicite de nos dirigeants par le pillage, le détournement, l'impunité pour lutter contre la pauvreté"*, se réjouit Deogracias Vale, secrétaire de la Coordination provinciale de la Société civile.

Les priorités du nouveau gouverneur sont à la hauteur de la liesse populaire qui a suivi son élection le 31 octobre 2012 et son arrivée à Kisangani, le 27 janvier après l'investiture par le chef de l'Etat. *"Que fera- t-il ? En combien de temps avant l'élection du nouveau gouverneur. Après les élections provinciales ?"*. Tout le monde attend de voir. *"Les défis sont grands et les moyens limités. La confiance de la population va m'aider à y arriver"*, assure le gouverneur. Contrairement à ce qui se dit souvent, *"de toutes les autorités que j'ai vues à Kinshasa, personne ne m'a recommandé quelqu'un dans mon gouvernement. J'étais un peu surpris parce que je pensais avoir cette pression. Elles m'ont plutôt demandé de composer une équipe forte et compétente"* poursuit-il. Il promet de rendre régulièrement compte à la population par l'entremise des députés provinciaux.

Des priorités ambitieuses

S'adressant à la presse le dimanche 27 janvier, le gouverneur a présenté un programme ambitieux. Il compte d'abord restaurer l'autorité de l'Etat sur l'ensemble de la Province par l'administration qui va redonner aux populations la confiance de retourner au travail et rassurer les investisseurs. Une administration publique performante capable de mettre en branle la décentralisation. La sécurité : vingt véhicules quittent déjà Kinshasa sur le fleuve pour l'organisation des patrouilles mixte en ville et aux territoires.

Quand aux finances publiques, Jean Bamanisa révèle qu'au lendemain de son investiture, il a écrit aux responsables des banques de geler les comptes de la Province en attendant de rétablir l'ordre et la transparence dans la chaîne de la dépense publique. Il estime que les fonds pour faire décoller la Province doivent provenir des recettes locales avant tout et non toujours de Kinshasa. Les citoyens doivent payer taxes et impôts et son gouvernement fera tout pour qu'ils en voient les résultats concrets. Les détourneurs de deniers publics seront sanctionnés. Les routes de desserte agricoles seront réhabilitées. Des semences distribuées aux agriculteurs regroupés en coopératives. L'objectif est faire de la Province un grenier car elle importe même des produits vivriers. Des engins mis à la disposition de l'Office des routes et de l'Office des voiries et drainages pour la maintenance des routes seront rigoureusement gérés pour éviter des dépenses sans résultats sur l'état des routes. Des sociétés privées peuvent contribuer à la maintenance des routes en leur concédant la gestion du péage route. Les recettes des taxes foncières seront aussi affectées à la maintenance de la voirie urbaine.

"Les intérêts des partis politiques peuvent freiner cet élan si le nouveau gouverneur n'est pas ferme dans ses décisions", redoute un enseignant de l'Université de Kisangani.

Hortense Basea

Accueilli avec pompe

Dimanche 27 janvier, devant l'esplanade du gouvernorat, c'est au rythme des danses folkloriques et de la chanson d'une musicienne reprenant les besoins des Congolais, que le nouveau gouverneur s'est adressé à la foule, aux autorités politiques et à l'administration publique venues l'accueillir.

A son arrivée, le long de la route, on pouvait entendre *"biso na Katanga tembe na tembe"* (nous allons concurrencer le Katanga en lingala). Au PK 13, un chef coutumier était debout avec une peau de léopard en main. D'autres habitants avec des bottes de pondu criaient : *"batiaki tembe!"* (Les gens doutaient) en signe d'espoir. Sur les calicots c'était écrit, "…cette fois-ci ou jamais le décollage de la province… P.O redevient le grenier agricole... la population… vous rassure de son soutien… les étudiants lançaient dans la foule *"toboyi kokaba mbongo, tolingi mosala"* (donnez nous du travail, ne distribuez pas de l'argent).

Hortense Basea

A LIRE EN PAGE...

2 - Une seconde, une troisième vie… pour des sachets au mépris de l'hygiène
- LA VILLE EN BREF

3 - Des hôpitaux sans poubelles adéquates
- Trois toilettes pour 1600 élèves

4 - Des maisons sans fosses septiques adéquates
- Appeler 114 pour dénoncer les tracasseries policières

5 - Kisangani : Les défenseurs des droits de l'homme mieux vus des autorités
- Opération "faculté propre"

6 - Butembo : le centre d'affaires des jeunes Boyomais
- Kisangani : La Société civile inactive, l'Etat reprend la main

7 - Nzongo misato mpo na bana kelasi 1600
- Mapitalo mazangi bisika bya kobwaka bosoto

8 - Bamanisa ametaka serkali irudie kama zamani
- Sachet moja inafungiwa vitu mara mbili, tatu…bila usafi wowote

"Si vous voulez être bien informé, achetez Mongongo"

Une seconde, une troisième vie… pour des sachets au mépris de l'hygiène

Peu hygiéniques, les sachets recyclés vendus par les enfants sont cependant utilisés par de nombreuses vendeuses du marché pour tout emballer. Un usage malsain qui expose aux maladies.

Combien de fois un même sachet emballe des produits sur le marché de Kisangani ? Difficile à savoir. Dans les rues, les poubelles, les caniveaux, de jeunes gens ramassent des sachets communément appelés 08 qui servent à vendre de l'eau pour les revendre sur le marché. On les voit les laver et les sécher près des cours d'eau comme le fleuve avant de les revendre. Les petites commerçantes d'huile de palme, riz, fufu….les utilisent pour emballer les produits pour les clients. Dans les poubelles des maisons, ces jeunes ramassent ceux ouverts sans être déchirés et les ramènent sur le marché. Ces sachets recyclés vendus par les jeunes enfants remplacent désormais les sachets neufs que les commerçantes jugent plus coûteux ou les feuilles d'emballages sauvages devenus rares. *"Nous utilisons des sachets par ce que depuis 2002, il y a une rareté des feuilles (kasa en lingala) vu la distance pour les avoir et cela coûte cher"*, témoigne devant sa table maman Feza, vendeuse de riz au marché de l'I.A.T.

Les sachets ne sont pas les seuls à être utilisés plusieurs fois. Les bouteilles plastiques aussi surtout d'eau minérale. Elles sont vendues entre 100 et 150 fc. Certains commerçants s'en servent pour vendre des jus, du miel…

Les enfants eux gagnent un peu de sous. Serge Lioto, un enfant résident au quartier Bombula à Mangobo explique *"nous sillonnons partout pour chercher les sachets déjà utilisés pour les vendre. 10 sachets à 50 fc, par jour, si nous avons 1000 sachets nous gagnons au moins 5 000 fc qui nous aide à payer la prime et à acheter les vêtements."*

Ces sachets ont de nombreuses conséquences. Ils provoquent des érosions et salissent le milieu. Feruze Gabriel, assistant administratif du service de l'hygiène foncière explique ces sachets posent un autre problème : *"Comme il n'est pas dégradable, le sol devient instable et il en résulte des glissements de terrain. Et trop nombreux, ces sachets bouchent les caniveaux et empêchent aux cultures de s'enraciner dans le sol"*.

Des services de contrôle sans moyens

Le 15 novembre dernier, dans la commune de Lubunga lors de la commémoration de la journée internationale de l'hygiène, le docteur Adelard Lofungola, coordonnateur de service de l'hygiène d'agglomération, a demandé aux habitants de ne plus utiliser ces sachets recyclés et les bouteilles plastiques. Les règles d'hygiène en matière d'emballage sont simples : jeter dans une poubelle publique ou de ménage pour que le service de l'environnement passe ramasser. Il faut désinfecter, laver avec de l'eau chaude tout plastique avant de l'utiliser.

Selon lui, les saletés contenues dans ces emballages causent la diarrhée, la fièvre typhoïde…très fréquentes dans les hôpitaux. Vers la rive droite du pont Tshopo , plusieurs bouteilles en pastique et en verre remplies des jus sont vendues a 200fc. Les services de l'hygiène et de l'environnement peinent à interdire cette activité.

L'un de ces agents au marché central explique que *"ce service travaille avec celui de l'assainissement de la mairie pour évacuer des emballages au marché à partir de 15 h dans chaque rayon et pour balayer. Mais le personnel et les moyens manquent"*. Il ajoute que la population devrait aider à rassembler ces déchets pour les transporter facilement. Le service d'assainissement arrête tous les commerçants qui ne respectent pas les normes de l'hygiène. Selon le docteur A. Lufungula, le service de l'hygiène d'agglomération n'a pas d'argent, de véhicules, ni un personnel de qualité pour mener à bien sa mission. Même une décharge publique et des produits pour désinfecter des emballages avant de brûler manquent.

Armand Kitoko

LA VILLE EN BREF

Pour une gestion concertée et apaisée de la forêt

Du 17 au 20 décembre 2012, les agents de l'administration forestière, les entreprises forestières et la société civile ont été formés sur le processus de négociation et la mise en œuvre des cahiers des charges entre les exploitants et les communautés locales.

Selon Marius Trésor Baleko, formateur de Egis, un bureau d'étude français consultant du ministère de l'environnement, le ministère a constaté que certains accords comportent de faiblesses qui alimentent des conflits entre les communautés et les exploitants. Dans certains milieux, les cahiers des charges ne respectent pas les besoins de la communauté où l'on exploite le bois. Il arrive que la population signe sans comprendre le contenu du cahier des charges. La plupart du temps, c'est la communauté qui est perdante. Certains membres de la communauté et certaines autorités locales jouissent au détriment de la communauté. Ce qui occasionne souvent des soulèvements de la population riveraine.

Ainsi une mission de neuf mois est en cours pour diagnostiquer 49 titres en vue de les corriger ou les consolider davantage selon les exigences légales. *"Les parties prenantes doivent avoir une même vision et assurer une gestion participative et apaisée des clauses sociales"* Il a ajouté que *"les clauses réussies dépendent du respect minutieux des étapes de négociation"*.

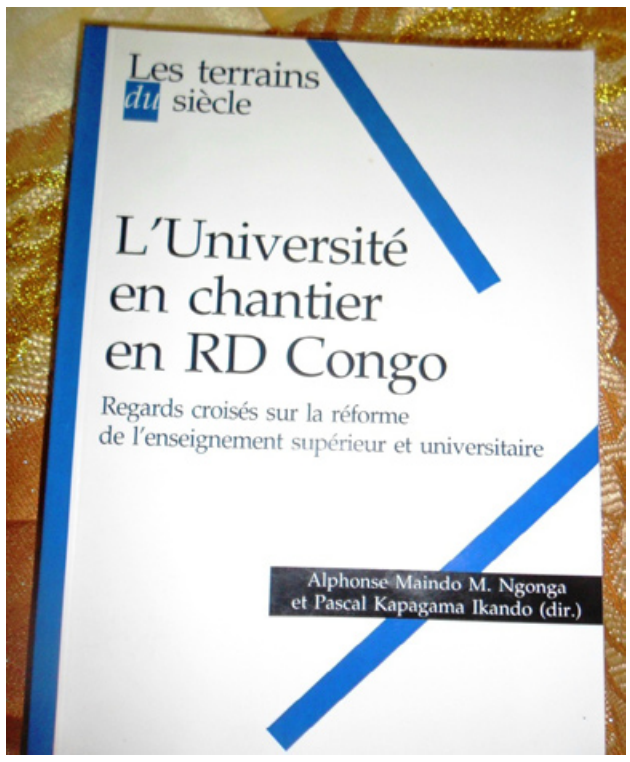
Trésor Boyongo

Enseignement : L'Université en chantier en RDC

"L'Université en chantier en RD Congo". Regard croisés sur la réforme de l'enseignement supérieur et universitaire, c'est le titre d'un livre présenté ce 1 février à la population et au monde scientifique de Kisangani dans la grande salle de Gradi-Jeunes. L'ouvrage collectif, paru aux éditions Karthala le 3 août 2012, a été coordonné par les éminents professeurs Alphonse Maindo et Pascal Kapagama. Un livre de 225 pages. Le professeur Alphonse Maindo de l'Université de Kisangani qui l'a présenté estime que le système universitaire au Congo a failli car les grands scientifiques qui en sortent ne sont pas capables de trouver des solutions aux problèmes de la société congolaise et certains ont du mal à se défendre au delà des frontières du pays. L'université n'a pas su être le moteur du développement du pays. Les étudiants ne savent pas prendre note et les produits de nos universités sont remis au cycle inférieur dans d'autres pays. L'ouvrage note que le problème ne réside pas seulement dans la réhabilitation des infrastructures mais également des hommes qui dirigent ces universités qui doivent être reformés ou repensés.

Selon lui, la reforme doit partir de l'école primaire en passant par le secondaire puis l'université ; adapter les programmes aux besoins de la société et non de copier coller ; bien payer le personnel. L'ouvrage salue le système Licence-Master-Doctorat "LMD" intégré depuis peu dans les programmes.

Rédaction



Des hôpitaux sans poubelles adéquates

De nombreux hôpitaux et centres de santé n'ont pas d'incinérateurs pour brûler leurs déchets souvent jetés n'importe où, exposant ainsi malades et visiteurs à des contaminations. Les spécialistes de l'hygiène conseillent au moins de les enfouir dans des trous.

À côté de la cuisine de l'hôpital de référence de la commune Tshopo, les herbes poussent, les emballages, les restes d'aliments, les seringues, cotons, bistouris… sont jetés à l'air libre dans la brousse en face du bureau du médecin directeur.

Le docteur Opesa de la Division provinciale de la santé (DPS) souligne qu'un rapport de contrôle des structures sanitaires de mars 2012 dans la zone de santé de Lubunga montre que *"l'environnement proche des centres de santé est malpropre. On trouve des installations hygiéniques de fortune. Dans les poubelles, on mélange les cotons utilisés, les gants, papiers... il n y a pas de trous pour enfouir le placenta des accouchées"*. Le conseil d'administration de la DPS a mis en place depuis le 27 décembre 2012, une commission pour vérifier la viabilité des structures médicales qui ont obtenu des autorisations de fonctionner.

Certains patients contractent d'autres maladies sur place. *"Après les résultats du deuxième examen médical, l'infirmier m'a dit que j'ai une autre maladie alors que le premier n'avait trouvé que la malaria"*, témoigne O. sur le lit d'un centre de santé de Mangobo. Nadège, une habitante de Mangobo se rappelle de s'être occupé elle-même du sang après l'accouchement de sa petite sœur. *"A la sortie de la salle d'accouchement vers 21h, l'infirmière m'a donné le seau plein de sang pour aller enterrer à la maison. Je l'ai jeté dans la brousse à côté du centre". "Ces résidus contiennent des microbes capables de contaminer, "*, explique le Dr Adelard Lufungola, Coordonnateur du Service de l'hygiène de l'agglomération.

Enfouir les déchets dans le sol

Selon le Docteur Adelard Lofungola, coordonnateur de service de l'hygiène de l'agglomération, *"les hôpitaux manquent des chariots pour collecter et évacuer les déchets. Les poubelles devraient avoir des trous bien couverts en l'absence d'incinérateur. Le personnel médical doit manipuler avec beaucoup de prudence les déchets biomédicaux pour éviter la propagation des maladies"*. Il ajoute que chaque hôpital doit avoir un comité d'hygiène. Le service de l'hygiène de l'agglomération compte former le personnel médical sur la gestion de ces déchets dans les jours à venir.

Les visiteurs et gardes malades ne doivent pas se comporter comme à la maison dans un hôpital : ne pas se promener pieds nus, ramasser n'importe quoi, ni laisser les enfants jouer à même le sol.

Trésor Mokiango

Trois toilettes pour 1600 élèves

Le nombre de toilettes est tout à fait insuffisant dans presque toutes les écoles de la ville, de même que les robinets. Un manque d'hygiène qui cause bien des maladies pour les enfants et les enseignants.

Les toilettes d'une école publique de Kisangani © Mongongo

Il sonne 10h5', heure de la recréation à l'école primaire Balese, dans la commune Mangobo non loin du marché portant le même nom. Les élèves de maternelle et primaire font la queue devant les deux portes de toilettes entourées d'herbes. Des mouches partout, de la matière fécale étalée sur le pavement de la première porte et personne n'y entre. C'est la bousculade pour accéder le premier à l'unique toilette restante. Ce complexe de 1.600 élèves dispose de trois toilettes et un robinet. *"Les parents ne se soucient pas des dangers que courent leurs enfants qui fréquentent ces lieux d'aisance. Nombreux d'entre eux se limitent à réclamer les cotes et la baisse des frais à la direction"*, se lamente une maitresse rencontrée dans une autre école d'Etat.

A l'institut Maikazo de la commune Tshopo, sur sept toilettes installées à quelques dix pas des salles des classes, deux sont bouchées. Une est destinée aux enseignants. On sent l'odeur d'urine dans la cour et en salle de classe. *"Locaux scolaires doivent avoir un minimum de confort. Le nombre de latrines ne convient pas à l'effectif des élèves"*, se plaint le préfet de l'institut Maikazo.

Séparer les toilettes filles et garçons

"Je ne prends plus mon petit déjeuner pour éviter le va et viens aux toilettes où filles et garçons sont ensemble", résume une élève de la 6ème pédagogie trouvé à la cour de l'athénée de Kisangani.

Fiston Fela, enseignant de cours de l'hygiène à l'institut Maikazo, laisse entendre qu'en 2010, des élèves et enseignants de cette école sont décédés à cause d'une épidémie de méningite confirmée par les experts de santé à cause de manque d'hygiène dans les toilettes. *"Personne n'a été épargné durant cette épidémie de méningite donc enseignants et élèves, nous devons faire attention!"*, lance le préfet de cet institut à la fin de la recréation. Avant d'entrer en classe cependant, la sentinelle asperge le détergent liquide fabriqué localement dans toutes les toilettes. Le chef de discipline et le commandant de l'école, passe dans chaque salle pour aviser les élèves de veiller à l'hygiène de l'institut. La coordination de l'hygiène organise des séances des réunions avec les élèves à ce sujet.

Les filles obligées de s'asseoir pour faire leurs besoins sont plus facilement infectés. *"avec risque de complication de stérilité à la longue"*, prévient Adelard Lufungula, médecin coordonnateur de service de l'hygiène. Il ajoute que les normes en matière de l'hygiène scolaire sont respectées seulement chez les enseignants où 20 à 40 personnes utilisent une latrine. Il déplore par contre du côté des élèves, 172 filles et 194 garçons utilisent une latrine moyenne des écoles de la ville. Près de 2000 personnes utilisent une station de lavage des mains de même que de l'eau à boire. Un des facteurs inévitables de contamination par diverses maladies : *"rhume, diarrhée, typhoïde, blennorragie…à cause de l'absence de l'hygiène à l'école"*, cite Dr Adelard. Cette année scolaire, une brigade scolaire d'hygiène et de gestion de toilette sera mise sur pied dans toutes les écoles. Elle veillera à l'assainissement du milieu scolaire.

Conditions à respecter

En effet, les règles de l'hygiène scolaire exigent un W.C. et trois urinoirs pour 100 élèves garçons. Trois W.C pour 100 élèves filles et un lavabo pour 60 personnes. *"Chaque cabine devra mesurer 70 à 80 cm de largeur sur 1,30 m de longueur. La porte s'ouvrira au dehors et les parois avec du ciment, stuc ou carreaux. Le sol doit être dallé ou cimenté avec une pente favorisant l'écoulement des liquides soumis à de fréquents nettoyages"*, précise le coordonateur de service de l'hygiène. Mais le rapport élaboré par son service en mai dernier, révèle que sur 515 écoles recensées, seules trois réunissent les conditions d'hygiènes. La coordination provinciale de service d'hygiène compte organisée cette année, une formation des enseignants de cours de l'hygiène sur les pratiques clé de l'hygiène scolaire pour remédier à cette situation. Elle demande au gouvernement provincial de financer les différentes activités menées dans les écoles.

Hortense Basea

Des maisons sans fosses septiques adéquates

Bouchées, certains habitants profitent des pluies pour désengorger leurs toilettes. Pour cela, ils déversent les matières fécales sur les caniveaux. Pratique ignoble, source de beaucoup des maladies.

La malpropreté des toilettes est criante dans la ville surtout dans les quartiers à forte concentration humaine. Dans les immeubles laissés par les colons, les fosses septiques sont sales et ouvertes. Nombre de maisons situées dans les quartiers à forte démographie manquent de bonne installation hygiénique. Dans d'autres de fosses septiques sont bouchées depuis des années et profitent des pluies pour les rejeter sur les rues. Une situation qui contraint les habitants à vivre dans la saleté et une odeur insupportable. Selon un ingénieur, on reconnaît un homme propre par le soin de ces installations hygiéniques et en construisant, on doit y réserver un espace et des moyens adéquats. Mais souvent les habitants construisent en dernier le lieu d'aisance, preuve qu'il n'est pas une priorité.

Un environnement malsain

Au quartier Pumuzika sur la 17eme avenue dans la commune de la Tshopo, les matières fécales sont visibles dans le caniveau devant une parcelle. *"Ils ont l'habitude de vider leur fosse septique à chaque pluie"*, explique un habitant excédé, trouvé sur place. Au quartier Lumbulumbu dans la commune Mangobo, les cacas ruissellent dans les caniveaux aux bords des routes. *"Notre fosse sceptique est hors usage. Alors, nous avons mis une canalisation qui passe directement de la toilette vers le caniveau"*, témoigne T.B., un habitant. Début décembre sur la 3eme avenue Tshopo, deux voisins se sont chamaillés. L'un a laissé coulé les excréments devant la porte de son voisin. *"Ça, c'est exposer nos enfants qui en jouant au ballon, entrent même dans ce ruisseau"*, se fâche Samuel Kayeye. Comme ici, cette pratique est observée un peu partout dans la ville.

Cependant, nombreux jugent excessifs le coût (75 $) du véhicule de vidage de la mairie. Du coup, ils attendent les pluies pour les ouvrir ou font appel aux videurs manuels qui portent des sachets pour les faire. Mais là encore, l'exiguïté des parcelles ne permet de creuser des trous pour les enfouir.

Selon le docteur Théophile Yanyongo, point focal du programme *"Ecole et village assainis"*, c'est ce qui explique la présence de la diarrhée, de la fièvre typhoïde, de la malaria…au sein de la population. Des maladies qui peuvent être évité par la propreté des milieux. Nestor Angalia, bourgmestre de la Tshopo a instruit les chefs des quartiers et avenues à sensibiliser la population sur la propreté des installations hygiéniques. Sans grand résultat jusque là.

Manque d'espace

Dans les vieux quartiers construits à l'époque coloniale comme les communes Tshopo et Mangobo, on trouve de petites maisons d'office national de logement (ONEL) qui hébergent aujourd'hui plus d'occupants que prévus. Cette forte concentration humaine remplit vite ces petites toilettes. En plus le système de canalisation n'existe plus. Tout se complique. Certaines toilettes sont construites juste à coté des cuisines. Les immeubles en étage laissés par les colons au centre ville souffrent d'un manque criant d'entretien. Il est souvent impossible de respirer si l'on visite l'arrière de ces bâtiments.

Selon Aimé Bashombana, collaborateur du bourgmestre de la commune de la Tshopo, l'exode rural est à la base de cette forte densité. *"Beaucoup des gens construisent maintenant des annexes, alors qu'ils n'ont pas d'espaces pour les toilettes"*, affirme-t-il

De l'autre coté, les bailleurs et locataires ne se mettent pas d'accord sur la charge d'entretien faute d'un contrat bien établi. *"Nous ne pouvons plus faire la toilette ici chez nous. Elle est bouchée. Il y a plus de deux semaines que j'ai donné le rapport à mon bailleur mais il fait la sourde oreille"*, témoigne un habitant de la Makiso. Certains bailleurs estiment par contre que cette tache revient à l'occupant de la maison.*"Moi, je n'habite pas avec eux dans cette maison mais comment je dois aller vider la toilette pour eux ?"*, s'interroge Didier Wembo, un bailleur.

Christian Uzilo

Appeler 114 pour dénoncer les tracasseries policières

© Mongongo

L'Inspection générale de la police nationale congolaise PNC est à pied d'œuvre à Kisangani a annoncé le 23 janvier dernier le général Constantin Mudekereza inspecteur général de cette police. Elle est là pour contrôler, enquêter et évaluer les unités et les services de la PNC appelé à respecter les lois et la liberté des citoyens. Une police de proximité au service de la nation, non des individus, qui opte pour la bonne gouvernance, a-t-il dit.

En cas de violation de droits humains (arrestations arbitraires, torture, tracasseries policières, barrière et amendes illégales, …) et de dysfonctionnements observés au sein de la PNC, la population pourra appeler au 114 pour le réseau Vodacom, et au 081 555 5940 les autres réseaux.

Les citoyens sont appelés à signaler aussi les belles actions posées par les policiers pour qu'ils soient récompensés. La police gardera l'anonymat de ceux qui dénonceront ces abus et les coupables seront déférés en justice ou auront des sanctions administratives. Avec les représentants des organisations de la société civile, le général Mudekereza a affirmé qu'il s'occupe aussi des actes commis par les officiers de police judiciaire de la PNC. Elle veille également à la promotion des femmes au sein de la PNC. Cette inspection de la police jouit d'une grande autonomie.

Les policiers eux-mêmes doivent rapporter les détournements de solde dont ils sont victimes, car l'inspection contrôle aussi les services de paie des policiers. Au Katanga, un policier qui a saisi ce service, a, après enquête, récupéré son solde de 22 mois de non paiement.

Créée en 2007, faute de budget propre, l'inspection ne fonctionnait jusqu'alors qu'à Kinshasa. Les responsables des Osc ont été invités à faire comprendre aux citoyens leur devoir de contribuer à la sécurité par des dénonciations. Toutefois, certains émettent des réserves quand à son efficacité parce que la justice rendue lors des initiatives précédentes n'a pas toujours été équitable.

Hortense Basea

ABONNEMENT

Pour encourager l'équipe des journalistes de Mongongo dans leur travail de vous informer régulièrement en toute indépendance de ce qui se passe dans votre milieu proche, souscrivez un abonnement de soutien.

Tarif des abonnements
- Abonnement ordinaire : 1 an (24 numéros) : 30 $
- Abonnement de soutien : 1 an (24 numéros) : 50 $ minimum

Abonnements payables :
- Au journal Mongongo, 1/A, Avenue Tshatshi à côté de Bego Congo, Commune Makiso
Mail : journal_mungongo_kis@yahoo.fr
- Gertrude Nabiata, +243 (0) 85 338 06 84.
- Jimmy Bakelenge, +243 (0) 85 338 93 25.
- A Syfia international, 20 rue du Carré du Roi, 34000 Montpellier, France
Tél : 33 (0) 4 67 52 79 34 Fax : 33 (0) 4 67 52 70 31
Mail : leplaideur.ilb@wanadoo.fr

Références bancaires :
Compte SYFIA INTERNATIONAL Assoc. à la BFCC de Montpellier
Code RIB : 42559 - 00034 - 21027811202 - 40
IBAN FR76 4255 9000 3421 0278 1120 240 BIC CCOPFRPPXXX
ou Chèque bancaire à l'ordre de SYFIA INTERNATIONAL - Libellé en Euros

Kisangani : Les défenseurs des droits de l'homme mieux vus des autorités

(Syfia Grands-Lacs/RD Congo) Les relations entre les autorités et les défenseurs des droits de l'homme s'améliorent à Kisangani (nord-est de la RDC). Les activistes sont moins souvent attaqués et plus facilement reçus. Ceci grâce aux ateliers d'information organisés par les Ong.

Entre les autorités politiques, sécuritaires et les défenseurs des droits de l'homme à Kisangani, les relations sont aujourd'hui plus confiantes. Contrairement aux années précédentes, les menaces, les convocations, les arrestations ou les détentions des défenseurs des droits humains se font rares. *"Il n y a presque plus d'arrestations depuis deux ans, avant un ou deux défenseurs des droits de l'homme était menacé chaque trimestre"*, affirme un officier des droits de l'homme de la Monusco Kisangani. Dans les médias, même les responsables de petites associations de quartier prennent le courage de dénoncer un petit pont écroulé ou des barrières policières, sans être poursuivis ou menacés par les autorités locales. C'est le résultat des ateliers d'information organisés ces dernières années par les Ong.

Ainsi depuis peu, *"le responsable de l'ANR, répond facilement à nos invitations à des ateliers. Aussi en cas d'arrestation d'une personne"*, témoigne Dismas Kitenge président du Groupe Lotus. Le ministre de l'Intérieur du gouvernement central a aussi reçu les défenseurs de droits de l'homme après les émeutes du 20 novembre dernier. *"Devant le gouverneur et les membres du comité de sécurité, nous avions dénoncé le déficit de communication entre le gouvernement et la population, la légèreté dans le traitement des informations par nos autorités et le sous-équipement de la police"*, rapporte Claudine Bela, défenseur de droits de l'homme. Changement constaté aussi par certains agents de commandement comme cet officier de la PNC : *"Nous recevons depuis lors, les journalistes régulièrement, contrairement au passé"*. La demande d'audience ne traîne plus chez de nombreuses autorités, déclarent des activistes.

Mieux se connaître

Cependant, insistait Robert Ilunga de Amis de Nelson Mandela/ANMDH en novembre dernier, lors de la formation des défenseurs des droits humains de Kisangani, des territoires et des autres provinces, *"il faut être très prudent et maîtriser les techniques de défense des droits des autres, car nous restons très vulnérables face aux autorités."*

Un mois avant le G. Lotus, avait associé à une formation les journalistes et les responsables de services publics (ministères, bourgmestre, Agence de renseignement, police, FARDC, députés provinciaux). Ils y ont découvert les textes et instruments juridiques sur les droits humains et le journalisme. *"Nous sommes parmi les principaux acteurs qui contribuent au respect et à la pleine jouissance des droits de l'homme par des moyens pacifiques"*, résume Frank Banza d'ANMDH.

De tels ateliers de formation ou d'information organisés depuis deux ans par les Ong ont fait comprendre aux autorités ce qu'est le travail des défenseurs des droits de l'homme. Elles n'hésitent plus à les associer à la recherche de solutions aux problèmes de la communauté.

Auparavant la collaboration était réservée, tendue et souvent tributaire du contexte politique et sécuritaire et de la perception personnelle de l'autorité rencontrée. *"Ils nous prenaient pour des espions au service des Occidentaux ou d'autres forces politiques nationales"*, se souvient J.B. Bosongo du Groupe Lufalanga de défense des droits de l'homme.

Convaincre tous les agents

Ces efforts ont touché en premier lieu les responsables, mais il reste à convaincre les agents comme en témoigne un défenseur des droits de l'homme : *"Un Congolais a été arrêté à la direction des Migrations, sous prétexte qu'il était étranger. Pour être reçus, on est passé par le commandant de la 9e région militaire et le responsable de l'ANR"*. C'est pourquoi Lucien Mukonkole, chargé de communication du groupe Lotus, souhaite que les autorités parlent régulièrement des droits de l'homme avec leurs agents comme le fait le général Jean Claude Kifwa de la 9e région militaire pendant les parades.

Tout dernièrement, le 18 décembre 2012 se sont formalisées ces nouvelles relations par la création, à Kisangani, d'une Entité de liaison des droits de l'homme. Présidée par le gouverneur de province, elle regroupe les ministères provinciaux, la justice, les services de sécurité, l'Assemblée provinciale, les Ong et organismes nationaux et internationaux de défense des droits de l'homme. Elle doit enquêter sur les violations des droits de l'homme, orienter les victimes à ester en justice et vulgariser les lois sur la promotion des droits de l'homme. Cependant, certains trouvent la structure lourde et craignent que dirigée et financée par le gouverneur de province, elle fragilise l'élan de ces dernières années pour dénoncer les violations et les abus commis par le pouvoir.

Ernest Mukuli

Systèmes d'alerte pour les défenseurs des droits de l'homme

La sécurité des défenseurs des droits de l'homme est toujours précaire. Outre le système de protection professionnelle, personnelle et collective basé sur la solidarité, plusieurs systèmes d'alerte existent à partir de Kinshasa : Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme, RENADHOC, ANMDH.

Ils réunissent selon le programme, les Ongdh locales, nationales et internationales qui travaillent avec des répondants dans les grandes villes, les districts voire territoires qui reçoivent les appels de détresse. Ils s'assurent que la victime soit réellement un défenseur des droits de l'homme avant de déclenchent une alerte en chaîne. La personne menacée, ou ses proches, appelle ou envoie un texto aux répondants locaux d'une Ong. Ces dernières contactent le BCNUDH/MONUSCO ou d'autres Ong internationales notamment FIDH (fédération internationale de droit de l'homme, Centre Carter, VSV (la Voix de Sans Voix), FORFEM.

Les personnes ressources se rendent alors, si possible, là où se trouve la personne menacée dans les plus brefs délais. En territoire, le BCNUDH/MONUSCO avec les Ongs ou associations locales, choisissent les leaders religieux, enseignants, infirmiers, chefs coutumiers pour alerter.

Ernest Mukuli

Opération "faculté propre"

Jeter ses déchets dans des poubelles et non n'importe où c'est ce que font désormais les étudiants des facultés des Sciences et d'Agronomie qui vivent ainsi dans un milieu propre. La synergie des écologistes pour la conscientisation à la sauvegarde de la biodiversité qui a lancé cette opération "faculté propre" l'étend actuellement aux autres universités.

"Les étudiants et le personnel de l'Université de Kisangani sont très fiers de la propreté dans les facultés des Sciences et d'Agronomie". Telles sont les affiches plastifiées qu'on peut voir sur la route de la faculté des Sciences. Des seaux sont effectivement installés près des avenues pour jeter les déchets.

Il y a aussi des poubelles dans le campus central de l'université de Kisangani, à côté des auditoires et bureaux. Des seaux noirs pour les déchets non décomposables et verts pour ceux qui le sont. Une opération menée par la Synergie des écologistes pour la conscientisation à la sauvegarde de la biodiversité en partenariat avec les autorités de l'Unikis.

Chacun y jette papiers, sachets, plastique et tout autre produit usagé. La cour reste propre comme si on la balayait à chaque instant. Sachets, déchets métalliques, verres sont conservés, derrière certains bâtiments de la fac pour éviter la pollution de l'environnement. C'est depuis 2008 qu'ils conservent ces déchets. Ils étudient comment dans les prochains jours trouver une usine de recyclage à Kisangani comme c'est le cas à Kinshasa et Lubumbashi. Au besoin s'ils chercheront d'autres moyens pour les envoyer ailleurs pour les recycler. La Synergie créée en 2003, réunit les anciens étudiants de la faculté des Sciences et de l'Agronomie. Elle forme des noyaux dans les auditoires pour veiller au maintien de la propreté du milieu par les étudiants eux-mêmes. Ces écologistes ont initié l'opération "faculté propre" en plaçant, depuis avril 2012, des poubelles un peu partout. Tel est le cas au jardin botanique.

"Que chacun apprenne à conserver les déchets à l'écart de son habitation", exhorte Georges Tchatchambe, coordonnateur de la synergie des écologistes.

A Kisangani, beaucoup de gens jettent les sachets sans aucune considération pour l'hygiène du milieu. Personne n'est inquiétée pour cela. Pourtant les sachets en plastique sont des déchets non dégradables qui durent pendant des années. *"L'usage en est éphémère, mais les conséquences sont fâcheuses"*, fait remarquer G. Tchatchambe. *"Mais il ne faut surtout pas brûler ces matières non biodégradables afin d'éviter la pollution environnementale"*, conseillent les écologistes.

Changer son comportement

Tout le monde doit prendre conscience des problèmes en particulier dans les lieux publics : écoles, marchés, églises, etc. *"La bonne gestion des déchets peut épargner de nombreux dangers à la population. Il y a entre autres les maladies respiratoires, mais aussi la dégradation de l'environnement qui nous entoure"*, déclare Georges Tchatchambe.

Depuis la rentrée de cette année académique en octobre 2012 avec les nouveaux étudiants, les écologistes leur expliquent comment maintenir leur milieu propre, l'utilité du jardin botanique… Grâce à des saynètes jouées au sein même de la faculté.

La synergie compte réunir tous les nouveaux étudiants de toutes les institutions d'enseignements supérieur et universitaire à l'Amphithéâtre incessamment. Des noyaux sont aussi mis en place à la faculté de Médecine, d'Economie, de Droit… pour échanger avec les étudiants. *"Nous membres de la synergie des écologistes, nous voulons traiter avec la conscience de chaque étudiant afin qu'il adhère aux causes de l'environnement"*.

L'association passe aussi dans les grandes écoles, 15 au total en 2012 échanger avec leurs responsables. Ils réunissent les élèves, à partir de jeux question réponse.

Cet engagement des écologistes de Kisangani se heurte cependant parfois à des difficultés. Dans certains endroits on a volé des seaux, d'autres ont été retirés intentionnellement par des inconnus.

Armand Makanisi

Butembo : le centre d'affaires des jeunes Boyomais

De nombreux jeunes commençants de Kisangani vont à Butembo pour acheter des chaussures usagées qu'ils revendent dans leur ville. Ils font de bonnes affaires et s'aventurent ensuite jusqu'à Kampala, rêvant d'aller en Chine.

Pour les jeunes commerçants boyomais, aller à Butembo acheter des marchandises, c'est être sûr de développer rapidement ses affaires. C'est le cas de ces trois jeunes hommes commerçants ambulants de chaussures usagées. Amisi Sumaheli en a vendu pendant sept ans pour un grand du quartier à Kisangani. Il a économisé peu à peu jusqu'à avoir 100$, *"ce qui m'a permis en juin 2012 de commencer a faire Butembo, explique-t-il. J'en suis au 3e voyage. Mon capital est de 250 $"*.

Lors de la réouverture de la route nationale n°4 (Kisangani - Butembo 805 km) en 2007, seuls les grands commerçants ou les grossistes de l'Est prenaient cette route en provenance de Dubaï et de Chine. Depuis 2010, ce commerce attire ces jeunes désormais informés qu'ils peuvent trouver en un temps record des produits manufacturés, surtout des chaussures dans les villes Beni et Butembo. Ceux qui s'y sont lancés, émergent rapidement, d'autant que les gens de Kisangani, préfèrent ces chaussures à celles vendues trop cher dans les magasins et qui ne durent pas.

Les chaussures qu'on vend 30 $ dans la rue sont dans les magasins à 60 ou 80 $. Un journaliste de Butembo constate d'ailleurs que les gens préfèrent les sandales fabriquées localement à celles importées, généralement de Chine.

Un marché des chaussures à Butembo © Journal école Kengele

Dans la capitale de la Province orientale, de nombreux jeunes vendent ainsi ces chaussures aux alentours du marché central. Le soir ils vont dans des bureaux, bistros, restaurants, boutiques de la ville.

A Butembo la paire de chaussure usagée s'achète 5 $, elle est revendue 15 $ à Kisangani, voir plus. Beaucoup de jeunes restent dans cette ville pendant une longue période. Ils achètent des chaussures et les confient à des amis fiables pour aller les vendre à Kisangani. Le billet du bus revient à 50 $ et le transport de la marchandise à 0.4 $ (300 Fc) le kg.

Certains y achètent aussi, des appareils électroménagers, des habits etc. La journée ils sillonnent les marchés pour acheter les chaussures par pièce. Ils habitent à deux ou trois dans un studio loué 10$ par mois. D'autres restent chez un ressortissant de leur ville ou un membre de la famille installé dans ces villes du Nord Kivu. Ils cotisent 1000 fc chacun pour manger le soir au retour. Ici le coût de la vie est moins cher : avec 2 $ vous trouvez à manger. Une fois la marchandise réunie en grande quantité au bout de deux à trois jours, ils l'envoient à Kisangani.

"Ce trafic m'a donné une vie d'aisance. Je paie les études de mes deux petits frères, le loyer, bref je suis responsable de ma famille", témoigne Jean Makambo, ancien vendeur ambulant de ceintures à Kisangani, qui a tenté l'expérience en septembre dernier, et est fier de son changement de vie. Loin de lui l'idée de reprendre les études. Il rêve plus tôt d'acheter une parcelle et d'épouser une femme. *"Parfois l'argent de la vente à Kisangani, tarde à me revenir. Certains vendeur disparaissent"*, ajoute-t-il.

Pour le chef de bureau de la FEC à Butembo, Pépé Ramazani *"les commerçants viennent de partout, Butembo est devenu un pool économique de l'est du pays"*.

Lors qu'il n y a pas de marchandise, les jeunes commerçants doivent y passer plusieurs jours et toucher à leur petit fond de commerce. Ils se rendent compte alors qu'à Kampala on trouve des articles en abondance, à des qualités un peu supérieures et moins chers. La paire de chaussure usagée s'y achète à 3$. Mais ils payent des frais de douanes élevés ce qui les décourage un peu.

"J'avais commencé en 2003 à Kisangani, avec 50$. En 2008 j'ai été attiré par un ami pour faire Butembo. J'ai atteint 300$, ce qui m'a permis en juillet 2012 d'entreprendre la ligne Kisangani-Kampala. J'ai 800$ de capital", raconte un jeune dans le bus au retour de la capitale ougandaise. Fier d'avoir acheté une parcelle, il rêve maintenant d'aller en Chine comme les grands commerçants. Un rêve réalisable puisque le billet d'avion pour s'y rendre ne coûte plus que 600 $.

Judith Basubi

Kisangani : La Société civile inactive, l'Etat reprend la main

(Syfia Grands-Lacs/RD Congo) Face à l'inaction et à la division de la Société civile à Kisangani, les bailleurs de fonds sont partis ou préfèrent aujourd'hui financer l'Etat. Les OSC ne font plus que de la figuration dans les cadres de concertation montés par le gouvernement.

Les OSC de Kisangani encore actives se comptent aujourd'hui sur les doigts d'une main. La Société civile est tombée en léthargie après les élections de 2006, car certains leaders l'ont alors quittée pour la politique, la recherche, l'expertise… Depuis, c'est la guerre des chefs. Kisangani compte aujourd'hui deux plateformes : Socipo (Société civile de la Province Orientale) et Socifor (Société civile Force de l'Oriental) qui ne sont d'accord sur rien. Malgré les efforts du Pnud (Programme des Nations unies pour le développement) pour les inciter à élaborer un programme commun, rien n'y a fait. Ce n'est que le 25 janvier dernier que la Socipo et la Socifor se sont enfin réunies pour *"réfléchir sur la réforme de la Société civile"*. Il est plus que temps, car rien ne va plus non plus entre les associations qui s'accusent les unes les autres de mauvaise gestion.

"On ne sait plus qui est qui et qui fait quoi"

Dans ce contexte de méfiance et de dénonciations, les financements se font rares. *"Tout le monde se présente au nom de la Société civile. On ne sait plus qui est qui et qui fait quoi"*, déplore Jean-Paul Nyindu de SDDH (Solidarité pour la défense des droits humains). L'Unicef, la CTB (Coopération technique belge), la Banque mondiale et la BAD (Banque africaine de développement) préfèrent désormais traiter avec l'Etat. Godefroid Alita, conseiller en planification de projet à la CTB, le justifie : *"Les hommes partent, l'institution Etat reste pour rendre compte et puis le développement, c'est son affaire"*. L'inaction de la société civile a renforcé la suprématie de l'Etat.

C'est ainsi qu'ont été montés, depuis près d'un an, des cadres de concertation pilotés par le gouvernement qui intègrent des représentants de la Société civile : le CCPF (Comité consultatif provincial des forêts et les Groupes thématiques), l'Entité de liaison des droits de l'homme (ELDHO) installée le 18 décembre, les Groupes thématiques sur la sécurité, la santé, le VIH et sida, la nutrition. Mais, ces groupes n'ont pratiquement pas d'initiatives.

Neuf mois après leur installation, les Groupes thématiques se sont réunis sous la direction de la Monusco qui avait aussi pris l'initiative d'une réunion pour tempérer la colère populaire contre la prise de Goma par les rebelles. *"La Monusco vient plutôt sauver une Société civile en mal d'initiatives"*, estime Roger Ekongo, professeur en sciences politiques à l'Université de Kisangani.

Elle finance aussi de petits projets. *"En novembre dernier, nous avons reçu 21 000 $ pour aider les enfants rescapés des rebelles ougandais de la LRA (Armée de résistance du Seigneur)"*, témoigne Jacques Tutu de SAIPED (Solidarité assistance intégrale des personnes désarmées), à Dungu, 850 km au nord-ouest de Kisangani. Tous les financements importants passent désormais par l'Etat.

Fundi Jean

Vers une coordination unique de la société civile

Depuis le 25 Janvier dans une réunion tenue au siège des Amis de Nelson Mandela pour les droits humains (ANMDH), les participants venus de plusieurs organisations de la société civile ont réfléchi sur les maux qui bloquent le bon fonctionnement de la coordination de cette structure. *"Vous êtes les premiers à donner des leçons aux politiciens sur les valeurs démocratiques. Mais vous ne prêchez pas par l'exemple. Pas d'alternance !"* exhorte le Professeur Alphonse Maindo, facilitateur de cette rencontre.

Une commission de la reforme de la société civile de la province orientale est mise sur pied. Pilotée par Pierre Esanganya, directeur de Action chrétiens pour le développement et les droits de l'Homme (ACDDH/RDC), elle est chargée de contacter toutes les organisations de la société civile et leurs ténors en vue de mettre en place une seule coordination de la Société civile. Les contacts ont déjà commencés. En effet, depuis plusieurs années deux coordinations existent : La société civile de la province orientale qu'on accuse de ne pas avoir organisé les élections pour le changement des animateurs et la Société civile de l'oriental (SOCIFOR), créée pour doubler.

Mais selon certains membres de la société civile, ce n'est pas une coordination unique qui fait la société civile mais les organisations à la base : femmes, médias, jeunes, églises, associations culturelles et savantes,

Christian Uzilo

Nzongo misato mpo na bana kelasi 1600

O biteyelo mingi bya engumba Kisangani, motango mwa nzongo mpe bisika bya komele mai bizali moke.Wana ezali bozangi bopeto bokomi lelo libaku mpo 'te bana kelasi elongo na balakisi bakoma kozwa makono ndenge na ndenge.

Na ngonga ya 10h5' ekomi eleko ya bopemi moke mpo na bana kelasi ya eteyelo Balese o etando ya Mangobo mosika te na zando. Bayekoli ba maternelle na baye ba primaire basali molongo o boso bwa nzongo inene ibale mpamba izwami kati na matiti. Nzinzi izali bipai binso, nyei basumbaki itandani o boso bwa nzongo ya yambo. Kuna bana baboyi koingela zambi bosoto boluti ndelo. O boso bwa nzongo esusu, bana bazali kowela mpo ya kokoto moto wa yambo. Eteyelo ena ezali na bayekoli 1.600 bazali kosalela bobele nzongo misato na robinet moko mpo ya komele mai. *"Baboti bazali komitungisa soko moke te na bana ba bango bakoki kozwa mpasi iuti o nzongo ina. Mingi bakendeke komono bakambi ba eteyelo se mpo na makambo matali bilembo biye bana ba bango bazwaki to mpo na kosenge 'te bakitisa mosolo moye basengeli kofuta"*, elobi maîtresse moko akolakisaka o eteyelo ya léta.

O institut Maikazo ezwami o etando ya Tshopo, nzongo mibale isili kobeba likolo lya sambo batongi mosika te na kelasi ya bana. Kati na yango, moko ezali mpo na balakisi. Nsolo ya masuba ezali koyokana o lobala ya eteyelo mpe o ntei ya kelasi. " Bopeto bosengeli bozala o bisika bana kelasi na balakisi bazwami. Motango mwa nzongo mozali moke nzokande bayekoli bazali baike " elobi préfet wa institut Maikazo.

Kokabola nzongo ya bana basi na babali

"Nakoki koliya lisusu na ntongo te mpo ya kobanga kokende o nzongo iye bana basi na babali bazali kosalela esika moko ", elobi elenge mwasi moyekoli wa 6è pédagogie tokutaki o lobala la athénée ya Kisangani.

Fiston Fela, akoteyaka hygiène o institut Maikazo ayebisi 'te o mobu mwa 2010, bayekoli elongo na balakisi bakufaka na bokono bwa méningite lokola elobaka baminganga zambi lya bozangi bopeto o nzongo. *"moko té azalaki na nzoto kolongono o eleko bokono bona bwa méningite bongalaki. Na yango esengeli 'te balakisi na bana kelasi banso tokeba na likambo liye"* eyebisi préfet wa eteyelo eye ntango récréation esili. Kasi yambo ya boingeli o kelasi sinzili (sentinelle) akosopaka nkisi esalemi awa na Kisangani o nzongo inso. Mokonzi atali discipline elongo na commandant wa eteyelo bakoleka mpo na kokebisa bana kelasi 'te bakeba mingi mpe batiya bopeto bisika bazali o institut mobimba. Bakambi batali hygiène balengeleke masolo mbala na mbala na bana kelasi likolo lya bopeto.

Bana basi bakoki ntango inso kozwa makono zambi mpo 'te basuba basengeli kokita mingi na nse *" mpe bakoki kozwa makono maye kozanga kobota"* ekebisi Adelard Lufungula, medécin mokambi wa misala mya hygiène. Abakisi 'te mitindo mya bopeto o biteyelo mitosami bobele na balakisi mpamba te bakosalelaka nzongo yoko balakisi 20 to 40. Nzokande epai ya bana kelasi, bana basi 172 bana babali 194 basalelaka nzongo yoko. Pene na bato 2 000 basukolaka maboko mpe komele mai esika moko. Wana ezalaka libaku mpo 'te bato bapesana makono ndenge na ndenge : *"Miyoyo, pulupulu, typhoïde, blénoragie... zambi lya bozangi bopeto o eteyelo "*, elobi Dr Adelard. Na mbula eye brigade yoko etali hygiène mpe boyangeli bolamu nzongo ekokelama o biteyelo binso. Yango ekozala na lotomo lonene mpo ya botiyi bopeto o biteyelo.

Mitindo mya kotosa

Mitindo mya hygiène o biteyelo misengi 'te eteyelo ezala na nzongo enene moko mpe nzongo ike misato mpo na bana kelasi babali 100 mpe nzongo inene misato mpo ya bana kelasi basi 100 mpe esika moko ya kosukola maboko mpo na bato 60. *"Nzongo moko moko esengeli ezala na bonene bwa 70 likolo lya 80 cm mpe bolai bwa 1,30 cm. Ekuke efungwama ngambo ya libanda mpe bakotiya ciment, stuc to carreaux. O nse bakotiya dalle to ciment mpe esika elengelami mpo ya kolekisa mai ndenge na ndenge ntango ya kosukola W.C."* elobi mokambi wa hygiène.

Kasi lapolo esalemaki na sanza ya mitano eleki elakisi 'te likolo lya biteyelo 515 batalaki bobele misato mpamba nde etosi mitindo mya hygiène. Coordination provinciale ya service ya hygiène ekani o mobu moye kopesa mateya na balakisi bakolakisaka hygiène likolo lya mitindo minene moto asengeli kotosa o eteyelo mpo na kosalisa 'te bana kelasi elongo na balakisi bazala malamu. Corrdination ya misala mya hygiène esengi 'te gouvernement provincial esunga bango na mosolo mpo na kosalisa misala bakani kosala o biteyelo.

Hortense Basea

Mapitalo mazangi bisika bya kobwaka bosoto

Mapitalo mingi na centres de santé mazangi masini mazikisaka bitika (déchets) biye babwakaka byango bipai binso balingi. Wana ezali libaku mpo 'te makono matambola bebo ezala epai ya bakoni mpe baye bayei kotala bango. Baye bayebi malamu hygiène balingi 'te bitika binso bikundama

Pene na makusa ma lopitalo ya référence ya Tshopo, matiti mazali kobima, nkasa na sachet bakisa bitika bya bilei, seringues, nanda (coton), bistouris...ibwakemi na matiti mazali o boso bwa bilo ya médecin directeur.

Dokotolo Albert Opesa ya division provinciale atali bokolongono bwa nzoto alobi 'te lapolo esalemaki mpo ya konongo bisika bya bokolongono bwa nzoto o zone ya santé ya Lubunga o sanza ya misato mobu mwa 2012 elakisi 'te *"bosoto bozali mingi nzinga nzinga na bisika bina. Nzongo ya malonga izangi. Okokuta o bisika bilengelami mpo ya kobwaka bosoto nanda basila kosalela, gants, papiers...bazangi ata kokunda bosoto bouti o mabumu ya basi basili kobota"*. Conseil d'administartion ya division provinciale ya santé etiyaki banda mwa 27 sanza ya 12 mobu mwa 2012 yoko lisanga mpo ya konongo soko bisika bya bokolongono bwa nzoto bizwaki ndingisa ya kosala mosala bizali kosala bo ebongi.

Bakoni basusu bazali kopesa maladi na baninga ba bango. *"Nsima ya kosala examen mbala ya mibale, monganga ayebisaki ngai 'te nazali na bokono mosusu nzokande yambo nazalaki kobele se malaria"*, elobi O. Tokutaki ye alali o yoko centre de santé ya Mangobo. Nadège, avandi o etando ya Mangobo alobi 'te ye moko asalaki mosala mpo ya kolongola makila nsima ya leki wa ye kobota. *"Ntango tobimi esika babotisaka, ezalaki na ngonga ya 21h, monganga asimbisaki ngai mbeketi (seau) etondi makila mpo nakande kokunda yango epai ya biso. Nazwaki mpe na bwakaki yango pene na centre". " Bitika bina biuti o libumu lya mwasi auti kobota bizalaka na microbe ikoki kozwa moto "*, elobi dokotolo Adelard Lufungula, coordonateur ya service ya hygiène.

Kokunda bitika

Mpo na dokotolo Adelard Lufungula, mapitalo mazangi bisaleli mpo ya kokongolo mpe komeme bitika. Soko masini mpo ya kozikisa bitika bina mazangi, esengeli *"te mabulu mazipama malamu. Basali ba lopitalo basengeli kosalela bitika bina na bokebi mpe na bokengi mpo 'te makono mapalangana bebo te "*. Alobi lisusu "te lopitalo moko na moko esengeli ezala na lisanga litali makambo ma kolandela bopeto to hygiène. Service ya hygiène etali engumba ekani kopesa mateya na baye banso bakosalaka mosala o lopitalo mpe centre de santé mpo ya koyeba eloko nini basengeli kosala na bitika bikoutaka epai na epai o misala mya bango.

Bampaya na bakengeli bakoni basengeli bayeba 'te bokeseni bozali bonene kati na ezaleli ya moto o ndako ya ye mpe o lopitalo. Ndakisa epekisami o lopitalo: kotambola makolo ngulu, kolokoto biloko bizangi ntina to kotika bana bake kosana na mabele.

Trésor Mokiango

Bamanisa ametaka serkali irudie kama zamani

Tangu alipongojewa kisha kuchaguliwa oktoba mwaka jana liwali mpya alichugua madaraka januari 28. Cha kwanza ye kufanya itakuwa serkali kuimarishwa (restauré) kama zamani, mali ya serkali kutumiwa waziwazi na kilimo kuinuliwa. Mapokezi na furaha tele ya raia inaonyesha kitumaini walio nacho.

Siku ya kwanza 28 januari Jean Bamanisa Saidi alifanya remise et reprise na liwali wa zamani akina bwana Ismaël Arama. Kesho yake vice gouverneur mpya Pascal Mombi akasaini (signer) barua mbili. Ya kwanza kwa kuomba mawaziri (ministres) wote kurudisha funguo ya kazi kwa wa chefs de division na ya pili ikifunga kazi ya wote waliotumika katika cabinet. Wamebakia watu wachache tu ku cabinet kwa kazi ndogondogo mbele ya nomination kutoka.

"Maliwali wapya na mawaziri (ministres) watatangaza mali yao (déclaration des avoirs) mbele ya kuanza kazi", alisema liwali. Deogracia Vale katibu wa Coordination ya Société Civile jimboni amesema *"ni vizuri kwa kabiliana (lutter) na umasikini sababu wizi upunguke, kusiwe mtu kuwa na mali isiyojulikana kule inakotoka"*. Kazi ya kwanza aliosema atafanya inaambatana na furaha kubwa siku ya kuchaguliwa kwake oktoba 31 mwaka jana pia kufika kutoka Kinshasa januari 27 mwaka huu kisha rais kumvika madaraka (investiture). "Atafanya je ? Wakati ni gani mbele ya uchaguzi wa liwali mpya, kisha uchaguzi wa mabunge jimboni. Watu wamengojea kuona kazi yake. Alisema *"shida ni nyingi lakini raia itaniunga mkono kufanya kazi"*.

"Natoka Kinshasa, nilishangaa kuona hakuna aliyeniomba mtu nimtumie mtu katika serkali yangu". Walinipa tu mashauri ya kutunga (composer) serkali yenye nguvu ya kazi ameongeza kusema liwali mpya. Kwake Bamanisa lazima alete ripoti (rendre compte) kwa wabunge jimboni (députés provinciaux) hali ya mgini.

Ataanza na nini na kuacha nini

Alipoongea na wapasha habari Jean Bamanisa alizungumzia mpango wake ulio mku wa sana. Alisema ataanza na kuimara (restaurer) serkali jimboni kote kwa maana ya kazi kufanyika kama desturi, kuwe na masakilizano na wenyemali kuacha woga. *"Tuliona zamani watu kukimbia kazi ya administration sababu ya ordres kutoka huko na kule"*. Ngambo ya usalama Amesema gari makumi mbili tajari imepakizwa njia ya bahari kuja Kisangani. Gari hii ni kwa ajili ya doria (patrouilles) mjini na katika vijiji (territoires).

Upande wa mali ya serkali (finances publiques) Jean Bamanisa amesema kuwa aliandikia benki zote zititoe tena franka mbele ya yeye kutengeneza maneno. Ameona kuwa franka ya kazi lazima itoke hapahapa jimboni mbele ya kuomba Kinshasa. Kila mtu lazima alipe ushuru na kodi (taxes et impôts) kwa serkali kufanya kazi kama desturi. Mwizi wa mali ya serkali atapewa malipizi.

Njia za pori zitatengenezwa. Walimaji watapewa mbegu (semences) wakikusanyika katika macoopératives. Walimaji watafundishwa kilimo, chakula kitapelekwa mjini na kupakizwa njia ya bahari kwenda Kinshasa. District ya Tshopo mpaka iwe tena ya kwanza kwa kulima mpunga. Njia (voiries) zitatengenezwa na taxes foncières. Sociétés privées inaweza kupewa kazi ya kutengeneza njia na kulipisha péage. Liwali amesema kuwa gari na mashini ya njia zitaangaliwa vizuri kwa kuepuka matumizi (dépenses) ya bure bila njia kutengenea. Sociétés privées inaweza kupewa kazi ya kutengeneza njia na kulipisha péage. *"Inaomba liwali wa jimbo kukazana na mawazo yake mapartis politiques isije ikamtilia vikwazo (freins)"* amesema mwalimu mmoja wa Universite ya Kisangani.

Hortense Basea

Amepokelea kwa furaha

Ilikuwa mbele ya gouvernorat siku ya Mungu januari 27 ngoma ya asili (folklores) ikalia huko mwimbaji wa kike akiimbia kitumaini cha raia wa mji wa Kisangani. Ndipo liwali mpya akatoa utuba (discours) kwa ajili ya makundi ya watu kukiwemo wakubwa wa vyama vya kisiasa pamoja na wale wa administration.

Njia kote alikopita watu walilalamika *"siye na Katanga tutaona (ndlr: Notre province et le Katanga, c'est la compétition)"*. Kilometa 13 chef coutumier alishimama akiwa na ngozi ya chui mkononi. Wakaaji wamoja wakipepea na mafungo ya sombe mikononi "*Mwanaume wa ubishi"* (les gens doutaient) kama kuona kitumanini chao. Witambaa (calicots) viliandikwa "huo ni mwanzo wa maendeleo jimboni... Province Orientale italisha... raia... watakuunga mkono... Waétudiants wakilalamika *"hatutaki kukabulia watu franka, tunataka kazi"* (au lieu de nous distribuer de l'argent, donnez-nous du travail).

Hortense Basea

Sachet moja inafungiwa vitu mara mbili,tatu...bila usafi wowote

Sachets chafuchafu imeuzwa na watoto kwa wauzaji sokoni. Tabia mbaya ya kutafuta magonjwa.

Haijulikane mara ngapi sachet moja inafungiwa vitu sokoni. Kote njiani, kweye yalala, mifereji (caniveaux) sachets kwa jina ya 08 imeogotewa na watoto kwa ajili ya kwenda kuuzishwa sokoni. Kisha kuogota, watoto wameisugua na kuikausha, mfano upande wa bahari, mbele ya kuizisha kwa wauzaji kwa kufungia mafuta yangazi, mchele, unga. Nyumbani vilevile sachets isiyopasuka kisha inaogotewa ku yalala na kuuzishwa sokoni. Hapa majani ya kufungia haionekane tena sachets ya kuugota inatamaniwa kwa bei rahisi kuliko ile nyipa dukani. Bibi Feza mwuza mchele sokoni I.A.T. amesema kuwa *"wametumia sachets tangu mwaka 2002 ambapo majani ya kufungia ilianza kukosa na kuwa bei nguvu"*.

Baada ya sachets kuna vilevile machupa ya plastique ya eau vive inayotumiwa mara kwa mara. Chupa moja ina bei ya 100Fc hivi. Wauza jus, asali (miel) wemetumia machupa kama hii. Sasa sachets inamenya udongo (érosions). Feruze Gabriel ni afisa serkali (fonctionnaire) kwenye ofisi ya usafi. Amesema kuwa *"hivi sachets haioze, inaregeza udongo ambao unaweza kuporomoka (glissement). Upande mwingine sachets imeziba (bouchent) mifereji na kuzuia mizizi ya mimea kuzama mbali"*.

Biashara ya sachets inawasaidia watoto kupata franka kidogo. Mtoto Serge Lioto wa quartier Bombula mtaa wa Mangobo amesema kuwa *"wametembea kote mjini kuogota sachets ambayo wameuza moja 50Fc. Wanapata 5000Fc sachets 1000. Inawasaidia kulipa masomo na kununua nguo"*.

Ofisi ya contrôle haina uwezo

Novemba 15 mwaka jana wakati wa siku kuu ya usafi (journée internationale de l'hygiène) docteur Adelard Lofungola anayeshimamia Division ya Santé Hygiène d'Agglomération aliwaomba wakaaji kuachana na sachets pia machupa ya zamani. Kanuni kufatana na emballage inaomba kutupa vyote ku yalala nyumbani ao njiani kwa ajili ya service ya environnement kuja kubeba. Unapotumia plastique inafaa kwanza kuisugua na maji ya moto.

Kwa mjibu wa Dr Adelard uchafu ulio wa sachets na machupa ya zamani unatuma watu kwenda sana hospitalini kwa kuhara, typhoïde na vivi hivi. Lakini service ya hygiène inashindwa kuwakataza watu, mfano kule ngambo ya mtoni Tshopo jus kati ya machupa ya zamani inauzwa 200 Fc.

Afisa (agent) mmoja wa service ya hygiène sokoni kubwa amesema kuwa *"inapotimu 15h tunashirikiana kila mara (travaillons avec) na ofisi ya usafi ya Mairie kufagia na kutupilia mbali sachets na machupa ya zamani. Lakini hatunai uwezo"*. Ameongeza kusema kuwa raia wangepashwa kutia uchafu fasi moja itupe namna ya kuubeba. Service ya assainissement inakuwa ikiwafunga wauzabiashara wanaovunja kanuni za usafi. Ofisi ya usafi wa mazingira (hygiène d'agglomération) inakosa pesa, mitugari pia watu wenye kujua kazi. Hata fasi ya kutupia uchafu wote ule inakosa. Hata pia dawa ya kudésinfecter maemballages mbele ya kuichoma imekosa.

Armand Kitoko

MONGONGO
Journal de proximité

1/A, Avenue Tshatshi, Commune Makiso, à côté de BEGO CONGO
journal_mungongo_kis@yahoo.fr
Editeur, rédacteur en chef :
Ernest Mukuli
Tél : +243(0) 81 200 63 99
Secrétariat de rédaction :
Pépé Mikwa
Tél : +243 (0) 99 808 78 81
Equipe rédactionnelle :
Hortense Basea, Trésor Boyongo, Pépé Mikwa, Armand Makanisi, Christian Uzilo, Daniel Lokulu, Trésor Mokiango, John Lina, Armand Kitoko, Ernest Mukuli, Nancy Lofemba, Maria Tibamwenda, Aloïs Yenga, Rachel Mbuyi.
Correspondants en province :
Isangi : Joseph Bassay, Elie-Trésor Lobanga
Yangambi : Sylvain Loula
Ubundu : Fidèle Utula
Opala : Aimé Césaire Efanga
Isiro : Richard Tandro
Bunia : Serge César Ndahora, Anualite Unyuthi, Jean Muhemedi
Mambasa : Crispin Bahwere
Lubutu : Jean-Luc Lifaefi, Chérif Djaludi
Kinshasa : Richard Malole
Traductions
Lingala : Pierre Komba
Swahili : Jean Fundi
Dessin : Roger Bamungu
Distribution et maquette :
Jimmy Bakelenge
Tél : **+243(0) 85 338 93 25**
Commercial :
Gertrude Nabiata
Tél : +243(0)85 338 06 84
Supervision et formation :
Syfia international
contact@syfia.info
Tél : 33 (0)4 67 52 79 34
Abonnement annuel : (24 numéros) 30 $.
Abonnement de soutien : 50 $ minimum.
Points de vente : Bibliothèque centrale Unikis, Gradi-Jeunes, Alimentation Bana Bitungu, La poste, Studio Hexagone, Pharmacie NEEMA, Pharmacie Caritas.